



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
30 mars 2011  
Français  
Original: anglais

---

### Commission économique pour l'Europe

#### Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement

##### Quatrième session

Chisinau, 29 juin-1<sup>er</sup> juillet 2011

Point 7 c) de l'ordre du jour provisoire

##### Programme de travail et fonctionnement de la Convention: dispositions financières

### Projet de décision IV/7 sur les dispositions financières

*La Réunion des Parties,*

*Rappelant* le paragraphe 3 de l'article 10 de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus), selon lequel la Réunion des Parties à la Convention peut, au besoin, envisager d'arrêter des dispositions d'ordre financier par consensus,

*Rappelant également* ses décisions I/13, II/6 et III/7 par lesquelles un plan provisoire de contributions volontaires fondé sur un système de quotes-parts, ouvert aux contributions des Parties, des Signataires et d'autres États ayant choisi d'y participer, a été établi et maintenu,

*Reconnaissant* la nécessité:

- a) De faire en sorte que des ressources suffisantes soient disponibles pour la mise en œuvre du programme de travail relevant de la Convention,
- b) D'établir un plan volontaire de contributions financières qui soit transparent et accessible à tous, Parties et Signataires, ainsi qu'aux États et organisations souhaitant y contribuer,
- c) D'arrêter, au titre de la Convention, des dispositions financières fondées sur les principes d'un partage équitable de la charge, de sources de financement stables et prévisibles, de responsabilité et d'une saine gestion financière,

*Notant* que les montants versés au titre du plan provisoire de contributions volontaires sont restés en deçà des coûts estimatifs qu'implique la mise en œuvre du programme de travail et que la répartition de la charge financière n'a pas été équitable, un nombre important de Parties et de Signataires n'ayant pas du tout apporté de contribution,

*Estimant* que les dispositions financières arrêtées au titre de la Convention devront être revues périodiquement par la Réunion afin qu'elles demeurent stables et prévisibles et que les charges soient équitablement partagées,

1. [Établit] [Administre] un plan [provisoire] de contributions volontaires visant à couvrir les coûts des activités inscrites au programme de travail qui ne sont pas imputés sur le budget ordinaire de l'ONU, selon les principes ci-après:

a) Les Parties devraient s'efforcer collectivement de veiller à ce que les coûts des activités inscrites au programme de travail qui ne sont pas imputés sur le budget ordinaire de l'ONU soient couverts par ce plan;

b) [La charge de la couverture des coûts des activités peut être répartie entre les Parties à la Convention proportionnellement au barème des quotes-parts de l'ONU<sup>1</sup>];

c) [Chaque Partie peut décider de verser chaque année, au minimum, le montant calculé en appliquant le barème des quotes-parts visé à l'alinéa b, ajusté au total des coûts estimatifs des activités;]

d) Aucune Partie ni Signataire n'est censé verser une contribution représentant moins de 200 dollars des États-Unis;

e) Les contributions sont versées en espèces et ne sont pas affectées à une activité particulière;

f) Les contributions additionnelles peuvent être versées en espèces ou en nature et peuvent être affectées à une activité particulière;

g) Les contributions en espèces sont versées par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale de la CEE pour la coopération technique locale (projet relevant de la Convention d'Aarhus);

h) Dans la mesure du possible, et pour autant que les procédures budgétaires internes des Parties le permettent, les contributions pour une année civile donnée devraient être versées à la fin de l'année précédente, de façon à couvrir les dépenses de personnel pour assurer le bon fonctionnement du secrétariat, en priorité, ainsi que l'exécution efficace et en temps voulu des activités prioritaires inscrites au programme de travail correspondant;

2. *Demande* aux Parties d'apporter leur contribution chaque année en vue de couvrir les coûts des activités inscrites au programme de travail, [conformément au plan mentionné au paragraphe 1] [conformément au plan établi par le paragraphe 1, la contribution indicative de chaque Partie pour 2012 étant indiquée en annexe];

3. *Invite* les Signataires ainsi que les autres États et organisations intéressés à apporter leur contribution, en espèces ou en nature, en vue de couvrir les coûts du programme de travail;

4. *Encourage* les Parties qui ont par le passé fait preuve de générosité dans le versement de leur contribution à maintenir ou rétablir leurs précédents niveaux de contribution;

<sup>1</sup> Le barème des quotes-parts de l'ONU est adopté par l'Assemblée générale pour une période de trois ans. Il constitue une base de calcul des contributions des États Membres au budget ordinaire de l'ONU. En février 2010, l'Assemblée générale a adopté un barème pour la période 2010-2012 (résolution A/RES/64/248). Les contributions des États Membres sont calculées en se fondant sur le principe fondamental selon lequel «les dépenses de l'Organisation doivent être réparties entre les États Membres approximativement en fonction de leur capacité de paiement» (résolution A/RES/58/1 B du 3 mars 2004).

5. *Encourage également* les Parties qui n'ont pas encore apporté de contribution, ou qui ont versé une contribution bien inférieure aux montants précisés à l'alinéa *d* du paragraphe 1, à augmenter leurs contributions durant les cycles budgétaires en cours et futurs pour atteindre les niveaux indiqués, et demande au Bureau de prendre contact avec ces Parties, le cas échéant, en vue de la réalisation de cet objectif;

6. *Prie* le secrétariat de suivre les dépenses et d'établir des rapports annuels à l'intention du Groupe de travail des Parties, conformément aux règles de gestion financière de l'ONU, pour s'efforcer de s'assurer que le montant des contributions correspond à celui des fonds nécessaires à la mise en œuvre du programme de travail;

7. *Demande également* au Groupe de travail des Parties d'étudier, à la lumière de ces rapports annuels, s'il serait nécessaire d'apporter des modifications au contenu ou au calendrier du programme de travail dans l'hypothèse où le montant des contributions effectives et/ou annoncées ne correspondrait pas à celui du financement requis;

8. *Demande en outre* au secrétariat d'établir, pour chaque session de la Réunion des Parties, un rapport d'ensemble comprenant notamment des renseignements sur le montant des contributions en espèces et en nature au budget de la Convention qui ont été faites par les Parties et d'autres États et organisations participants, ainsi que sur la manière dont ces contributions ont été dépensées;

9. *Est convenue* d'examiner le fonctionnement du plan relatif aux dispositions financières à sa cinquième réunion.

## Annexe

**[Contributions au Fonds d'affectation spéciale de  
la Convention d'Aarhus calculées en fonction  
du barème des quotes-parts de l'ONU**

<i>Colonne A: pays (Parties et Signataires)</i>	<i>Colonne B: barème des quotes-parts de l'ONU (%)</i>	<i>Colonne C: barème des quotes-parts de l'ONU, ajusté<sup>a</sup> (%)</i>	<i>Colonne D: montant à verser pour 2012 (dollars É.-U.)<sup>b</sup></i>
Albanie	0,010	0,024	
Allemagne	8,018	19,323	
Arménie	0,005	0,012	
Autriche	0,851	2,051	
Azerbaïdjan	0,015	0,036	
Bélarus	0,042	0,101	
Belgique	1,075	2,591	
Bosnie-Herzégovine	0,014	0,034	
Bulgarie	0,038	0,092	
Chypre	0,046	0,111	
Croatie	0,097	0,234	
Danemark	0,736	1,774	
Espagne	3,177	7,657	
Estonie	0,040	0,096	
Ex-République yougoslave de Macédoine	0,007	0,017	
Finlande	0,566	1,364	
France	6,123	14,756	
Géorgie	0,006	0,015	
Grèce	0,691	1,665	
Hongrie	0,291	0,701	
Irlande	0,498	1,200	
Islande	0,042	0,101	
Italie	4,999	12,048	
Kazakhstan	0,076	0,183	
Kirghizistan	0,001	0,002	
Lettonie	0,038	0,092	
Liechtenstein	0,009	0,022	
Lituanie	0,065	0,157	
Luxembourg	0,090	0,217	
Malte	0,017	0,041	
Moldova	0,002	0,005	
Monaco	0,003	0,007	

<i>Colonne A: pays (Parties et Signataires)</i>	<i>Colonne B: barème des quotes-parts de l'ONU (%)</i>	<i>Colonne C: barème des quotes-parts de l'ONU, ajusté<sup>a</sup> (%)</i>	<i>Colonne D: montant à verser pour 2012 (dollars É.-U.)<sup>b</sup></i>
Monténégro	0,004	0,010	
Norvège	0,871	2,099	
Pays-Bas	1,855	4,471	
Pologne	0,828	1,995	
Portugal	0,511	1,232	
République tchèque	0,349	0,841	
Roumanie	0,177	0,427	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	6,604	15,916	
Serbie	0,037	0,089	
Slovaquie	0,142	0,342	
Slovénie	0,103	0,248	
Suède	1,064	2,564	
Suisse	1,130	2,723	
Tadjikistan	0,002	0,005	
Turkménistan	0,026	0,063	
Ukraine	0,087	0,210	
Union européenne <sup>c</sup>			
<b>Total (arrondi)</b>	<b>41,000</b>	<b>100,000</b>	

<sup>a</sup> Les pourcentages indiqués dans le barème des quotes-parts de l'ONU ont été ajustés pour la Convention d'Aarhus en utilisant un multiplicateur de 2,41 afin de parvenir à un total de 100 %. Ce multiplicateur a été calculé sur la base des pourcentages non arrondis de 41,478 et de 99,964, respectivement.

<sup>b</sup> En fonction des dispositions de la note *c* ci-après sur la contribution de l'Union européenne (UE), on obtiendrait les chiffres de la colonne D en multipliant le pourcentage indiqué dans la colonne C par le montant estimatif annuel des ressources nécessaires qui figure dans le projet de décision sur le programme de travail pour la période 2012-2014. Le montant réel de la contribution à verser par chaque Partie et Signataire entre 2012 et 2014 n'a pas été inclus dans la présente annexe, compte tenu du fait que le projet de décision sur le programme de travail pour la période 2012-2014 et les prévisions de dépenses correspondantes n'ont pas encore été examinés. Ces chiffres pourraient être inclus dans la présente annexe ou dans la décision sur le programme de travail pour la période 2012-2014.

<sup>c</sup> Aucun pourcentage n'a été attribué à l'UE étant donné que celle-ci n'apparaît pas dans le barème des quotes-parts de l'ONU; il n'est donc pas possible de calculer sa contribution sur la même base que celle des autres Parties et Signataires (à savoir en fonction du barème adapté des quotes-parts de l'ONU). Les autres modes de calcul envisageables sont les suivants: a) partir de la contribution que l'UE a versée jusqu'à présent comme base de calcul, et la déduire du montant estimatif total des ressources nécessaires avant l'application du barème des quotes-parts de l'ONU aux autres Parties; ou b) attribuer à l'UE un pourcentage déterminé, qui ne proviendrait pas du barème des quotes-parts de l'ONU.]